

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du samedi 30 mars 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 15 mars 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0010

Relative au projet de décret portant application de « l'article 21-13 de l'ordonnance n°96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte. »

L'an deux mille vingt quatre, le trente mars, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD

Conseiller(s) départementaux représentés :

Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAÏDANI, Monsieur Alain SARMENT

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la saisine du Préfet de Mayotte en date du 4 décembre 2023;

Vu le rapport n°2024-02035 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission réunie en date du 28 mars 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : D'émettre un avis favorable au décret portant application de l'article 21-13 de l'ordonnance n°96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et actualisant les participations des assurés à Mayotte.

Article 2 : En application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'ETAT dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 1^{er} décembre 2023



**Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement**

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Projet de décret C2S en urgence

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret portant application de l'article 21-13 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et actualisant les participations des assurés à Mayotte.

Je vous joins également pour information uniquement l'arrêté fixant les montants de la participation financière à la protection complémentaire en matière de santé, la majoration applicable aux organismes complémentaires au titre des frais de gestion, ainsi que les montants maximaux des tarifs des contrats mentionnés à l'article L. 861-12 du code de la sécurité sociale pour Mayotte.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.


Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint
Cédric KARI-HERKNER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la santé et de la prévention

Décret n° **XX**

portant application de l'article 21-13 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte et actualisant les participations des assurés à Mayotte

NOR :

Publics concernés : Caisse de sécurité sociale de Mayotte, organismes de sécurité sociale, organismes d'assurance maladie complémentaire, assurés mahorais

Objet : Rendre applicable à Mayotte les dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à la protection complémentaire en matière de santé ainsi qu'actualiser les participations des assurés sur ce territoire

Entrée en vigueur : Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Notice : Ce décret permet l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection en matière de santé prévue à l'article L. 861-1 du code de la sécurité sociale à Mayotte. Il détermine notamment le plafond de la complémentaire santé solidaire. Ce texte prévoit également l'adaptation des montants des forfaits logements pris en compte dans les ressources pour la détermination du droit à la complémentaire santé solidaire en fonction des montants du RSA appliqués sur le territoire mahorais. La protection en matière de santé prévue à l'article L. 861-1 du code de la sécurité sociale sera accordée automatiquement aux bénéficiaires de l'exonération du ticket modérateur, de manière transitoire, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Enfin, ce décret permet l'adaptation du ticket modérateur en augmentation son montant sur les soins dentaires et en actualisant plus largement les règles de participation des assurés mahorais.

Références : le présent décret est pris en application de l'article 21-13 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte. Les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la santé et de la prévention,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 861-1 et suivants et les articles R. 862-11 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 262-2 ;

Vu l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans le Département de Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte ;

Vu l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;

Vu le décret n°2004-942 du 3 septembre 2004 portant application de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte (partie Assurance maladie) ;

Vu le décret n°2004-593 du 17 juin 2004 relatif au contentieux de la sécurité sociale à Mayotte ;

Vu le décret n°98-1162 du 16 décembre 1998 fixant les règles applicables pour le recouvrement des ressources des régimes de sécurité sociale en vigueur dans la collectivité territoriale de Mayotte et pour le placement des disponibilités de la caisse de la caisse de prévoyance sociale de Mayotte ;

Vu le décret n°2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du **xx** ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du **xx** ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole en date du **xx** ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du **xx**,

Décète :

Article 1^{er}

Le décret n°2004-942 du 3 septembre 2004 susvisé est ainsi modifié :

I. Le I de l'article 14 est ainsi rédigé :

« I.- La participation de l'assuré aux tarifs servant de base au calcul de la prise en charge des frais de santé de l'assurance maladie prévue à l'article 20-2 de l'ordonnance du 20 décembre 1996 susvisée est fixée par le conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie dans les limites prévues à l'article R. 160-5 du code de la sécurité sociale, à l'exception des 12° et 13°, ainsi que des soins délivrés au centre hospitalier de Mayotte. » ;

II. Après l'article 14, il est inséré un article 14-1 ainsi rédigé :

« Les articles R. 161-40, R. 161-47, R. 161-48 et R.161-33-7 sont applicables à Mayotte. » ;

III. Après le chapitre III, est inséré un chapitre III bis ainsi rédigé :

« Chapitre III bis

« De la protection complémentaire en matière de santé (article 15-1)

« Art. 15-1 - I- Les articles R. 861-2 à R. 861-36 et D. 861-1 à D. 861-8 du code de la sécurité sociale sont applicables à Mayotte, sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Au premier alinéa des articles R. 861-2 et R. 861-3, la référence : « L. 861-1 » est remplacée par les mots : « 21-13 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » ;

« 2° Au premier alinéa de l'article R. 861-4, les mots : « ainsi que la contribution mentionnée au III de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale » sont supprimés ;

« 3° Le montant retenu pour le calcul du forfait logement prévu aux articles R. 861-5 et R. 861-7 du code de la sécurité sociale est celui mentionné à l'article 1^{er} du décret n°2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte » ;

« 3° A l'article R. 861-10 :

« a) Au 1°, les mots : « les articles L. 541-1 et L.755-20, ainsi que la majoration mentionnée à l'article L. 541-4 » sont remplacés par les mots : « l'article 10-1 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans le Département de Mayotte » ;

« b) Au 2°, les mots : « les articles L. 543-1 et L. 755-22 » sont remplacés par les mots : « l'article 8 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la

généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans le Département de Mayotte » ;

« c) Le 3° est supprimé ;

« d) Au 4°, les mots : « à l'article L. 245-1 » sont remplacés par les mots : « au XIII A 2° de l'article L. 542-4 » et les mots : « à l'article L. 232-1 » sont remplacés par les mots : « au II 1° de l'article L. 542-3 » ;

« e) Au 5°, les mots : « L. 545-1 du présent code » sont remplacés par les mots : « 10-3 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans le Département de Mayotte » ;

« f) Au 6°, les mots « par les articles L. 613-19-1, L. 613-19-2, L. 722-8-1 et L. 722-8-3 » sont remplacés par les mots « aux 7° sexies et 7° octies de l'article 20-1 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » ;

« g) Au 9°, les mots « aux articles L. 531-1 et L. 755-19 » sont remplacés par les mots « à l'article 10-4 de l'ordonnance n° 2002-149 du 7 février 2002 relative à l'extension et la généralisation des prestations familiales et à la protection sociale dans le Département de Mayotte » ;

« h) Au 13°, les mots : « servi par un régime de sécurité sociale et les sommes versées en cas de décès en application des règles du régime d'assurance chômage » sont remplacés par les mots : « prévu à l'article 30-1 du présent décret » ;

« 4° A l'article R. 861-11, la référence : « L. 815-1 » est remplacée par les mots : « 28 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte » ;

« 5° L'article c est ainsi modifié :

« a) Au I, la seconde phrase est supprimée ;

« b) Il est complété par l'alinéa suivant :

« IV. La décision de refus de la protection complémentaire en matière de santé par le directeur mentionné au I peut faire l'objet d'une saisine de la commission de recours amiable dans les conditions prévues par le décret n°2004-593 du 17 juin 2004 relatif au contentieux de la sécurité sociale à Mayotte. » ;

« 6° Au III de l'article R. 861-16-5, la référence : « L. 160-1 » est remplacée par les mots : « 19 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » ;

« 7° Les articles R. 861-22 à R. 861-27 sont applicables dans les conditions prévues aux décrets n°2004-593 du 17 juin 2004 relatif au contentieux de la sécurité sociale à Mayotte et n°98-1162 du 16 décembre 1998 fixant les règles applicables pour le recouvrement des ressources des

régimes de sécurité sociale en vigueur dans la collectivité territoriale de Mayotte et pour le placement des disponibilités de la caisse de prévoyance sociale de Mayotte ;

« 8° La majoration prévue au deuxième alinéa de l'article D. 861-1 s'applique à Mayotte ;

« 9° Aux articles D. 861-2 et D. 861-8, la référence : « L. 161-31 » est remplacée par les mots : « 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » ;

« II. Les articles R. 862-11 à R. 862-13-1 du code de la sécurité sociale sont applicables à Mayotte, sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° A l'article R. 862-11-1, les mots : « Par dérogation à l'article R. 243-12, le » sont remplacés par le mot : « Le » ;

« 2° L'article R. 862-11-3 est abrogé ;

« III. Les articles R. 871-1 et R. 871-2 du code de la sécurité sociale sont applicables à Mayotte, sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° A l'article R. 871-1, les mots : « aux articles L. 162-5-3 et L. 1111-15 du code de la santé publique » sont remplacés par les mots : « à l'article 20-5-6 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » et les mots : « du 18° de l'article L. 162-5 » sont remplacés par les mots : « de l'article 20-5-6 de l'ordonnance susmentionnée » ;

« 2° A l'article R. 871-2 :

« a) Au 1°, les mots : « à l'article R. 160-5 » sont remplacés par les mots : « au I de l'article 14 du présent décret » et les mots : « du même article » sont remplacés par les mots : « de l'article R. 160-5 du code de la sécurité sociale » ;

« b) Au 2°, la référence : « L. 162-5 » est remplacée par les mots « 20-3 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès et autonomie, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte » ;

« c) Au 3°, la référence : « L. 165-1 » est remplacée par les mots « 20-5 de l'ordonnance précitée » ;

« d) Au 5°, la référence : « 162-9 » est remplacée par les mots : « 20-5-6 de l'ordonnance mentionnée au 2° » et la référence : « L. 162-14-2 » est remplacée par les mots : « 20-3 de la même ordonnance ».

Article 2

Les dispositions du présent décret s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les personnes bénéficiant au 31 décembre 2023 des dispositions de l'article 20-11 de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 susvisée sont automatiquement éligibles à la protection complémentaire en matière de santé, prévue à l'article 21-13 de la même ordonnance, jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 3

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des Outre-mer, le ministre de la santé et de la prévention et le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur et des Outre-mer, chargé des Outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Bruno LEMAIRE

Le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

Gérald DARMANIN

Le ministre de la santé et de la prévention

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20240330-DL3003240010-DE

Aurélien ROUSSEAU

Ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur
et des Outre-mer, chargé des Outre-mer

Philippe VIGIER

Ministère de la santé et de la prévention

Arrêté du 2023

fixant les montants de la participation financière à la protection complémentaire en matière de santé, la majoration applicable aux organismes complémentaires au titre des frais de gestion, ainsi que les montants maximaux des tarifs des contrats mentionnés à l'article L. 861-12 du code de la sécurité sociale pour Mayotte

NOR :

Le ministre de la santé et de la prévention et le ministre délégué auprès du ministre de de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 861-1, L. 861-11, L. 861-12 et D. 861-1 ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse centrale de la Mutualité agricole en date du ,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Le montant mensuel de la participation financière mentionnée à l'article L. 861-11 du code de la sécurité sociale acquitté par le bénéficiaire de la protection complémentaire en matière de santé mentionné au 2° de l'article L. 861-1 est fixé comme suit :

Age au 1er janvier de l'année d'attribution de la protection complémentaire en matière de santé	Montant mensuel de la participation financière
Assuré âgé de 29 ans et moins	8 euros
Assuré âgé de 30 à 49 ans	14 euros

Assuré âgé de 50 à 59 ans	21 euros
Assuré âgé de 60 à 69 ans	25 euros
Assuré âgé de 70 ans et plus	30 euros

Article 2

Le montant de la majoration au titre des frais de gestion mentionnée au a de l'article L. 862-2 du code de la sécurité sociale, qui s'applique aux remboursements effectués trimestriellement en application des dispositions de l'article D. 862-2, est fixé pour chaque bénéficiaire mentionné au 2° de l'article L. 861-1, dont l'organisme mentionné au b de l'article L. 861-4 gère la protection complémentaire en matière de santé, au dernier jour du trimestre civil considéré à la valeur suivante : 7 euros pour les dépenses engagées.

Article 3

Le tarif mensuel du contrat mentionné au premier alinéa de l'article L. 861-12 du code de la sécurité sociale est fixé comme suit :

Age au 1er janvier de l'année	Tarif mensuel du contrat
Assuré âgé de 29 ans et moins	16 euros
Assuré âgé de 30 à 49 ans	28 euros
Assuré âgé de 50 à 59 ans	42 euros
Assuré âgé de 60 à 69 ans	50 euros
Assuré âgé de 70 ans et plus	60 euros

Article 4

Le ministre de la santé et de la prévention et le ministre délégué auprès du ministre de de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Le ministre de la santé et de la prévention,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la sécurité sociale

Franck VON LENNEP

Le ministre délégué auprès du
ministre de l'économie, des finances et de la
souveraineté industrielle et numérique,
chargé des comptes publics,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la sécurité sociale

Franck VON LENNEP